

REPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES
RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PÊCHE

OFFICE DE DEVELOPPEMENT SYLVO PASTORAL
DU NORD OUEST

APPEL D'OFFRES NATIONAL N°04/2019
PROCEDURE EN LIGNE (TUNEPS)

**CAHIER DES CHARGES POUR L'ELABORATION D'UNE ETUDE
DE FAISABILITE D'UN PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT
DURABLE ET INCLUSIF DANS LES ZONES MONTAGNEUSES DU
NORD OUEST DE LA TUNISIE**

SOMMAIRE

Avis d'appel d'offres

TITRE I :

DISPOSITIONS

GENERALES

ARTICLE 1.1 – OBJET DE L'APPEL D'OFFRES
ARTICLES 1.2 - CONDITIONS DE PARTICIPATION
ARTICLE 1.3 – FINANCEMENT
ARTICLE 1.4 – DEFINITIONS ET INTERPRETATIONS
ARTICLE 1.5 – PRESENTATIONS DES OFFRES
ARTICLE 1.6 – ECLAIRCISSEMENTS APPORTES AUX DOCUMENTS DE L'APPEL D'OFFRES
ARTICLE 1.7 – MODIFICATIONS AUX DOCUMENTS DE L'APPEL D'OFFRES
ARTICLE 1.8- RETRAIT DES CAHIERS DES CHARGES
ARTICLE 1.9 – LANGUE DE L'OFFRE
ARTICLE 1.10 – MONTANT DE L'OFFRE
ARTICLE 1.11- CONTENUE DES PRIX
ARTICLE 1.11- CONTENUE DES PRIX
ARTICLE 1.12 – DOCUMENTS DE L'APPEL D'OFFRES
ARTICLE 1.13 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES
ARTICLE 1.14: DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES
ARTICLE 1.15 – PROCEDURES D'OUVERTURE DES PLIS
ARTICLE 1.16 – PROCEDURE D'EVALUATION
ARTICLE 1.17- ATTRIBUTION DU MARCHE
ARTICLE 1.18- OFFRES VARIANTES
ARTICLE 1.19- CONFORMITE DES OFFRES
ARTICLE 1.20 – ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES
ARTICLE 1.21: NOTIFICATION – SIGNATURE ET ENREGISTREMENT DU MARCHE

TITRE II : CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 2.1 – OBJET DU MARCHE
ARTICLE 2.2- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ
ARTICLE 2.3 – NOTIFICATION DE L'ATTRIBUTION
ARTICLE 2.4 – CAUTIONNEMENT DEFINITIF
ARTICLE 2.5 - DELAI D'EXECUTION
ARTICLE 2.6 – MONTANT DU MARCHE
ARTICLE 2.7 – MODALITES DE PAIEMENT DU MARCHE
ARTICLE 2.8- AVANCE
ARTICLE 2.9 – PENALITES DE RETARD
ARTICLE 2.10 – FORCES MAJEURES
ARTICLE 2.11- ORDRES DE SERVICE NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS
ARTICLE 2.12- RÉCEPTION PROVISOIRE
ARTICLE 2.13- RÉCEPTION DÉFINITIVE
ARTICLE 2.14- RÈGLEMENT
ARTICLE 2.15- COMPTABLE PAYEUR
ARTICLE 2.17- ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS
ARTICLE 2.18 – REGLEMENT DES LITIGES
ARTICLE 2.19 – LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS REGISSANT LE MARCHE
ARTICLE 2.20 – MESURES COERCITIVES
ARTICLE 2.21- RESPONSABILITÉ
ARTICLE 2.22-ÉLECTION A DOMICILE
ARTICLE 2.23 – VALIDITE DU MARCHE
ARTICLE 2.24 – SIGNATURE DU MARCHE
ARTICLE 2.25 – ENREGISTREMENT DU MARCHE

TERMES DE REFERENCES TECHNIQUES

I- OBJET DE L'ETUDE

II- CONTEXTE DE L'ETUDE

III- OBJECTIF DE L'ETUDE

IV- RESULTATS DE L'ETUDE

V- DEMARCHE METHODOLOGIQUE

VI- ORGANISATION DE L'ETUDE/LIVRABLES

VII- PILOTAGE ET SUIVI DE L'ETUDE

VIII- DELAI D'EXECUTION

IX- PROFIL DES CONSULTANTS

X- SOUS TRAITANCE

XI- DOCUMENT A CONSULTER

ANNEXES

ANNEXE N°1 : FICHE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE SOUMISSIONNAIRE

ANNEXE N°2 : MODELE TABLEAU SYNTHESE DE L'EQUIPE INTERVENANTE

ANNEXE N°3 : MODELE DE BORDEREAU DES PRIX

ANNEXE N°4 : MODELE DE DEVIS ESTIMATIF

ANNEXE N°5 : MODELE D'ENGAGEMENT D'UNE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE
A PRODUIRE AU LIEU ET PLACE DU CAUTIONNEMENT DEFINITIF

ANNEXE N°6 : MODELE DE CAUTION DEFINITIVE

REPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDAULIQUES
ET DE LA PÊCHE
OFFICE DE DEVELOPPEMENT SYLVO PASTORAL DU NORD OUEST

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N°04/2019

PROCEDURES EN LIGNES (TUNEPS)

**ELABORATION D'UNE ETUDE DE FAISABILITE D'UN PROGRAMME
DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET INCLUSIF DANS LES ZONES
MONTAGNEUSES DU NORD OUEST DE LA TUNISIE**

- 1- L'Office de Développement Sylvo Pastoral du Nord Ouest (ODESYPANO) se propose de lancer un Appel d'Offres National exclusivement à travers la procédure des achats publics en ligne (TUNEPS) pour l'élaboration d'une étude de faisabilité d'un programme de développement durable et inclusif dans les zones montagneuses du nord ouest de la Tunisie
- 2- Les bureaux d'études ou groupement de bureaux d'études inscrits dans le système d'achats publics en ligne TUNEPS et intéressés par cet Appel d'Offres peuvent retirer gratuitement le cahier des charges à travers le site www.tuneps.tn
Dans le cas où le soumissionnaire n'est pas inscrit à TUNEPS il est indispensable de s'inscrire et d'avoir un certificat (contacter l'unité d'achat public en ligne à la haute instance de l'achat public)
- 3- La durée de validité des offres est de 90 jours à compter du lendemain de la date limite de réception des offres.
- 4- Toutes les offres doivent être présentées conformément aux indications des conditions de participation (Article 1.5)
- 5- L'envoi des offres se fait à travers le système des achats publics en ligne TUNEPS (www.tuneps.tn) avant la date et l'heure limite de remise des offres.
Toutes fois l'extrait du registre national des entreprises doit être envoyé à travers la procédure matérielle sous plis fermé (indiquant l'intitulé et le numéro de l'appel d'offres) avant l'heure et la date limite fixée pour la remise des offres à l'adresse suivante : Office de développement sylvo pastoral du nord ouest- route de Tunis- km1-Béja 9000. Le dernier délai de remise des offres est fixé pour le **Mardi 24/9/2019 à 10H**. La procédure en ligne TUNEPS sera fermée automatiquement le même jour à la même heure. Toute offre parvenue après ce délai (**date et heure**) sera rejetée.
- 6- La séance d'ouverture des offres est publique et aura lieu le même jour soit le **Mardi 24/9/2019 à 11H** au siège sociale de l'Office de Développement Sylvo Pastoral du Nord Ouest à Béja en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister.

NB : Pour plus d'informations sur la procédure d'achats publics en ligne TUNEPS, vous pouvez contacter le centre d'appel relevant de l'unité d'achats publics en ligne à la Haute Instance de la Commande Publique sur le numéro suivant : (216) 70 130 340 – E-mail : tuneps@pm.gov.tn.

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1.1 – OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent Appel d'offres a pour objet l'élaboration d'une étude de faisabilité d'un programme de développement durable et inclusif dans les zones montagneuses du nord ouest de la Tunisie conformément aux dispositions des termes de références techniques ci-joints.

ARTICLES 1.2 - CONDITIONS DE PARTICIPATION

Les bureaux d'études ou groupement de bureaux d'études inscrits dans le système d'achats publics en ligne TUNEPS peuvent participer à cet appel d'offres et retirer gratuitement le cahier des charges à travers le site www.tuneps.tn

Dans le cas où le soumissionnaire n'est pas inscrit à TUNEPS il est indispensable de s'inscrire et d'avoir un certificat (contacter l'unité d'achat public en ligne à la haute instance de l'achat public)

ARTICLE 1.3 - FINANCEMENT

Le financement de l'étude sera effectué par le budget tunisien

ARTICLE 1.4 – DEFINITIONS ET INTERPRETATIONS

Sous réserve des exigences du contexte, il sera attribué aux termes rencontrés dans le dossier d'appel d'offres les significations suivantes :

« Maître d'ouvrage » désigne l'autorité administrative qui lance l'avis d'appel d'offres : l'office de développement sylvo pastoral du nord ouest. Pour des raisons d'abréviations, le terme ODESYPANO sera le plus souvent utilisé dans le présent dossier d'appel d'offres.

« Soumissionnaire » désigne la (ou les) personne (s), firme (s) ou société (s) participant à la concurrence pour l'exécution de l'étude objet du présent appel d'offres.

« Titulaire du marché » désigne le soumissionnaire retenu qui aura conclu le marché avec l'ODESYPANO.

ARTICLE 1.5 – PRESENTATIONS DES OFFRES

La Présentation des offres doit se faire obligatoirement suivant la procédure en ligne (TUNEPS) et ce conformément au décret N°416 du 11 mai 2018.

Les offres techniques et financières et les pièces administratives doivent être remises à travers le système des achats publics en ligne TUNEPS sur le site web « www.tuneps.tn ». A l'heure et la date limite de remise des offres, la procédure en ligne sera close et aucune offre ne pourra être acceptée.

1. pièces administratifs

L'offre devra contenir les pièces administratives suivantes :

N°	DOCUMENTS	Opération à réaliser	Procédure en ligne TUNEPS
1	Attestation relative à la situation fiscale, prévue par la législation en vigueur.		(Fourni par TUNEPS).
2	Certificat d'affiliation à un régime de sécurité sociale		(Fourni par TUNEPS).
3	Déclaration sur l'honneur de ne pas être un employé à l'ODESSYPANO		A cocher la case sur la soumission sur le système TUNEPS.
4	Déclaration sur l'honneur de non influence		A cocher la case sur la soumission sur le système TUNEPS.
5	Extrait du registre national des entreprises		à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS
6	Le présent document Conditions d'Appel d'Offre (CAO)	Date, signature et tampon du soumissionnaire à la fin du document	à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS.
7	Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)	Date, signature et tampon du soumissionnaire à la fin du document	à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS
8	Termes de référence	Date, signature et tampon du soumissionnaire à la fin du document	à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS.
9	Fiche de renseignements généraux sur le soumissionnaire.	Date, signature et tampon du soumissionnaire à la fin du document	A remplir par le bureau d'étude conformément à annexe 1 et à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS
10	Un acte de regroupement solidaire désignant le chef du projet en cas de groupement de bureaux d'études	À élaborer et à signer par les membres du groupement	À scanner et l'ajoutée en pièces jointes au niveau de TUNEPS.

2 Offre technique

L'offre technique devra contenir les documents et renseignements suivants :

N°	DOCUMENTS	Opération à réaliser	Procédure en ligne TUNEPS
1	Les références du bureau d'études (présentation du bureau : création, expérience...)	Date, signature et tampon du soumissionnaire à la fin du document	à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS
2	La composition de l'équipe proposé pour les services à fournir, les tâches particulières devant être confiées à chaque membre de l'équipe, la formation, l'expérience en général, l'expérience dans les missions similaires à la présente étude et ce pour chaque expert proposé	Date, signature et tampon du soumissionnaire à la fin du document	A remplir par le bureau d'étude conformément à l' annexe 2 et à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS avec copie du diplôme + CV + copie des diplômes (pour un diplôme étranger, il est exigé la présentation de son équivalence en Tunisie)
3	L'autorisation préalable du ministre concerné pour participer ou réalisé la mission objet de l'appel d'offres et ce pour chaque expert proposé fonctionnaire de l'état en activité ou en retraite depuis moins de cinq (05) ans	Délivré par le ministre concerné	à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS
4	La méthodologie détaillée prévue pour les deux phases citées dans les termes de référence	Date, signature et tampon du soumissionnaire à la fin du document	à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS
5	Plan d'action pour l'exécution de l'étude	Date, signature et tampon du soumissionnaire à la fin du document	à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS

3 Offre financière

N°	DOCUMENTS	AUTHENTIFICATION	OPERATION A REALISER
1	Soumission	Date, signature et tampon du soumissionnaire à la fin du document	A remplir et compléter sur le système TUNEPS avec indication du montant de l'offre. et à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS le bordereau des prix dûment complété.
2	Bordereau des prix	Paraphe sur chaque page, date, signature et tampon du soumissionnaire sur la dernière page	A compléter par les prix du soumissionnaire en toutes lettres et en chiffres établi conformément au modèle de l'annexe N°3 et à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS le bordereau des prix dûment complété.
3	Devis estimatif	Date, signature et tampon du soumissionnaire à la fin du document	A compléter par les prix du soumissionnaire en toutes lettres et en chiffres établi conformément au modèle de l'annexe N°4 à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS, dûment complété par le soumissionnaire

ARTICLE 1.6 – ECLAIRCISSEMENTS APPORTES AUX DOCUMENTS DE L'APPEL D'OFFRES

Un soumissionnaire à l'appel d'offres, désirant obtenir des éclaircissements sur les documents, pourra notifier sa requête au Maître d'ouvrage à travers la procédure en ligne TUNEPS, quinze (15) jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Le Maître d'ouvrage répondra à toute demande jugée fondée pour éclaircissement sur les documents de l'appel d'offres à travers la procédure en ligne TUNEPS, dix (10) jours au plus tard avant la date la date limite de réception des offres.

ARTICLE 1.7 – MODIFICATIONS AUX DOCUMENTS DE L'APPEL D'OFFRES

L'ODESYANO peut, à tout moment avant la date limite de réception des offres, et pour n'importe quel motif que ce soit, à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissement formulée par un soumissionnaire, modifier par aménagement le dossier de l'appel d'offres.

La modification sera notifiée à travers la procédure en ligne TUNEPS. Pour donner aux soumissionnaires les délais nécessaires à la prise en considération dans la préparation de leurs soumissions, le Maître d'ouvrage a toute la latitude pour reculer la date limite de réception des offres.

ARTICLE 1.8- RETRAIT DES CAHIERS DES CHARGES

Les bureaux d'études ou groupement de bureaux d'études inscrits dans le système d'achats publics en ligne TUNEPS et intéressés par cet Appel d'Offres peuvent retirer gratuitement le cahier des charges à travers le site www.tuneys.tn

Dans le cas où le soumissionnaire n'est pas inscrit à TUNEPS il est indispensable de s'inscrire et d'avoir un certificat (contacter l'unité d'achat public en ligne à la haute instance de l'achat public)

ARTICLE 1.9 – LANGUE DE L’OFFRE

L’offre préparée par le soumissionnaire ainsi que toutes les correspondances et tous les documents concernant l’offre, échangés entre le soumissionnaire et L’ODESYANO seront rédigés en langue française, étant entendu que tout document fourni ultérieurement par le soumissionnaire ne peut être rédigé qu’en langue arabe ou française.

ARTICLE 1.10 – MONTANT DE L’OFFRE

Le montant de l’offre comprend tous les frais y compris le transport, l’hébergement, droit d’impôts et tous autres taxes et frais résultants de l’exécution de l’étude (honoraires, enquêtes, interviews, rencontres, autres investigations, déplacement et hébergement, frais d’éditions,...). Ce montant de l’offre doit être exprimé par le soumissionnaire en Dinars Tunisiens et entendu ferme durant toute la durée d’exécution du marché.

ARTICLE 1.11- CONTENUE DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l’exécution des prestations, y compris les frais généraux, droits et impôts, et assurer au titulaire des prestations, une marge pour risques et bénéfices. Sauf stipulation contraire, ils sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.). Dans tous les cas, cette taxe doit apparaître d’une manière distincte.

ARTICLE 1.12 – DOCUMENTS DE L’APPEL D’OFFRES

Les documents de l’appel d’offres font connaître les prestations faisant l’objet du marché, fixent les procédures de l’appel d’offres et stipulent les conditions du marché. Outre l’avis de l’appel d’offres, le dossier comprend :

- Le cahier des clauses administratives et financières
- Les termes de références techniques
- Le modèle de soumission
- Les modèles de bordereau des prix et devis estimatifs

Il est entendu que le soumissionnaire examine toutes les conditions et spécifications contenues dans les documents de l’appel d’offres puisqu’il assumera les risques de défaut de fournir les renseignements exigés par les documents de l’appel d’offres ou de la présentation d’une offre non conforme à tous égards, aux exigences des documents de l’appel d’offres.

ARTICLE 1.13 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les offres seront valables pendant quatre vingt dix (90) jours à compter du jour suivant la date limite de réception des offres. Une offre valable pour une période plus courte sera écartée par le Maître d’ouvrage comme non conforme aux conditions de l’appel d’offres.

Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d’ouvrage peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télégramme, ou télécopie). Un soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre. Un soumissionnaire acceptant la demande de prolongation ne sera pas demander de modifier son offre ni sera autorisée à le faire.

Le Maître d’ouvrage a toute latitude pour prolonger la date de réception des offres, en modifiant les documents d’appel d’offres conformément aux dispositions de l’article 1.5. Dans ce cas tous les droits et toutes les obligations du maître d’ouvrage et des soumissionnaires au paravent liés au délai fixé seront liés au nouveau délai.

ARTICLE 1.14: DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

On rappelle que l'envoi des offres se fera à travers le système des achats publics en ligne TUNEPS (www.tuneps.tn) avant la date et l'heure limite de remise des offres.

Le dernier délai de remise des offres est fixé au **Mardi 24/9/2019 à 10H**. La procédure en ligne TUNEPS sera fermée automatiquement le même jour à la même heure.

Toute offre parvenue après ce délai (date et heure) sera rejetée.

ARTICLE 1.15 – PROCEDURE D'OUVERTURE DES OFFRES

La séance d'ouverture des offres est publique et se fera en ligne.

La commission d'ouverture des offres se réunit le jour fixé comme date limite de réception des offres pour ouvrir les offres reçues sur le système des achats publics en ligne TUNEPS. et vérifiera tous les pièces administratives demandées ainsi que les offres techniques et financières.

L'extrait du registre national des entreprises, la situation fiscale et l'affiliation à un régime de sécurité sociale des soumissionnaires seront vérifiées à travers le système des achats publics en ligne TUNEPS

ARTICLE 1.16 – PROCEDURE D'EVALUATION

Toute offre qui n'est pas conforme aux conditions et spécifications du dossier d'appel d'offres soit qu'elle présente avec celles-ci des différences considérables, soit qu'elle comprenne des réserves jugées importantes sera rejetée sans que le soumissionnaire puisse élever des réclamations de quelle nature que ce soit.

L'évaluation des offres jugées conformes aux conditions de l'appel d'offres sera effectuée par une commission instituée à cet effet en deux phases :

1^{ère} phase : Evaluation technique des offres

L'évaluation technique des offres sera effectuée suivant une notation sur 100 points selon les critères ci-après indiqués :

1- Aptitude du bureau d'études à réaliser la mission : 25 points

La note sera attribuée selon l'expérience en général du bureau à raison de 2,5 point par année d'expérience avec un plafond de 25 points.

2- Méthodologie et plan d'actions pour l'exécution de la mission : ...10 points

- Méthodologie : 8 points
une méthodologie claire, détaillée est conforme aux termes de références aura 8 points, celle globale aura et non conforme aux termes de références aura 0 point.
- Plan d'actions : 2 points
un plan d'action adaptée à l'exécution des 2 phases de la mission aura 2 points et celui non adapté aura 0 point.

3- Equipe intervenante :65 points

Afin de bien mener les différentes phases de réalisation de l'étude et conformément aux dispositions des termes de références, l'équipe intervenante doit être encadrée par un chef d'équipe et doit être composée par le personnel suivant :

- Un agro-économiste, aura la charge de chef d'équipe, ayant une large expérience dans la conception, le montage, le suivi et l'évaluation des programmes de développement rural participatif et partenarial ;
- Un spécialiste en promotion de chaînes de valeur et d'appui aux organisations de base et d'activité génératrices de revenus ;

- Un spécialiste en développement participatif territorial expérimenté en approche participative et en partenariat, et en inclusion sociale et intégration genre ;
- Un spécialiste dans le domaine de protection/gestion des ressources naturelles et l'aménagement.
- Un spécialiste dans le domaine d'évaluation environnementale des programmes de développement rural participatif et partenarial.

De plus le chef d'équipe devrait être appuyé par les 3 spécialistes suivants :

- ✓ Un spécialiste dans le domaine d'analyse et de développement des systèmes de production agricole, ayant une expérience dans le domaine de l'agriculture de montagne, l'agriculture de conservation, la valorisation des produits de terroirs et la promotion de la petite agriculture à caractère économique familial et social d'une manière générale ;
- ✓ Un spécialiste dans le domaine d'aménagement rural et de conception, de suivi et d'évaluation des projets d'infrastructure socio-économique ;
- ✓ Un spécialiste en GIS pour la délimitation géographique des zones d'interventions et des chaînes de valeurs à développer...

Toute offre doit présenter une équipe intervenante comportant les 3 profils ci-dessus exigés et les CV des spécialistes d'appui. Chaque expert, membre de l'équipe intervenante, doit avoir réalisé au moins, une mission similaire selon les exigences de chaque profil. A défaut, l'offre du bureau d'études sera écartée.

La notation de ce critère « équipe intervenante » sera effectuée dans la limite du nombre d'experts ayant les profils ci-dessus indiqués comme suit :

a- Ingénieur agro-économiste, Chef d'équipe : 20 points

- Formation académique : 5 points
- Bac + 5 et plus (5 points), Bac + 4 (3 points).
- Expérience en général dans l'exécution de mandats / tâches dans le domaine de développement agricole et rural ou de gestion des ressources naturelles : 5 points
- 0,5 point par année d'expérience avec un plafond de 5 points.
- Expérience en mission de conception, de montage, de suivi et d'évaluation des programmes de développement rural participatif et partenarial : 10 points
- 2,5 points seront attribués par mission similaire avec un plafond de 10 points.

b- Un spécialiste en promotion de chaînes de valeur et d'appui aux organisations de base et d'activités génératrices de revenus : 15 points

- Formation académique : 5 points
- Bac + 5 et plus (5 points), Bac + 4 (3 points).
- Expérience en général dans l'exécution de mandats / tâches dans le domaine de développement agricole et rural ou de gestion des ressources naturelles : 5 points.
- 1 point par année d'expérience avec un plafond de 5 points
- Expérience en mission de promotion de chaînes et valeur et d'appui aux organisations de base et d'activité génératrices de revenus : 5 points
- 1 point sera attribué par mission similaire avec un plafond de 5 points

c- Spécialiste en développement participatif et territorial : 10 points

- Formation académique : 5 points
- Bac +5 et plus (5 points), Bac + 4 (3 points).
- Expérience en général dans l'exécution de mandats / tâches dans le domaine de développement agricole et rural ou de gestion des ressources naturelles : 2 points
- 0, 5 point par année d'expérience avec un plafond de 2 points
- Expérience dans le domaine de développement des projets participatifs, territorial et en

inclusion sociale et intégration genre : 3 points

- 1point sera attribué par mission similaire de conception ou d'évaluation des projets de développement participatifs, territorial et en inclusion sociale et intégration genre avec un plafond de 3 points.
- d- Un spécialiste dans le domaine de protection / gestion des ressources naturelles et l'aménagement : 10 points**
 - Formation académique : 5 points
Bac +5 et plus (5 points), Bac + 4 (3 points).
 - Expérience en général en matière de développement agricole et rural ou de gestion des ressources naturelles : 2 points
 - 0,5point par année d'expérience avec un plafond de 2 points
 - Expérience dans le domaine de développement et de protection/gestion des ressources naturelles et l'aménagement : 3 points
 - 1point par mission de conception ou d'évaluation des projets de développement dans le domaine d'aménagement et de gestion des ressources naturelles basés sur l'approche participative avec un plafond de 3 points.
- e- Un spécialiste dans le domaine d'évaluation environnementale ou d'adaptation aux changements climatiques : 10 points**
 - Formation académique : 5 points
Bac +5 et plus (5 points), Bac + 4 (3 points).
 - Expérience en général en matière d'évaluation environnementale des projets de développement intégré et des composantes en la matière : 2 points
 - 0,5 point par année d'expérience avec un plafond de 2 points
 - Expérience en matière d'évaluation environnementale des projets, des mesures d'atténuation ou d'adaptation aux changements climatiques : 3 points
 - 1 point par mission similaires dans l'évaluation environnementale et d'adaptation aux changements climatiques avec un plafond de 3 points.

Après l'évaluation technique, seules les offres ayant obtenu un score technique minimum égal ou supérieur à 70 points sur 100 à l'évaluation des critères ci-dessus seront considérées comme valables pour la réalisation de l'étude.

2^{ème} phase : Vérification financière des offres

La commission d'évaluation procédera à la vérification des documents et pièces constituant l'offre financière des soumissionnaires ayant obtenu un score technique minimum égal à 70 points. Elle procédera à la correction des erreurs éventuelles en prenant en compte les prix en toutes lettres en cas de discordance avec les prix en chiffres puis elle procédera au classement des offres financières progressivement en commençant par l'offre moins disante.

Après l'évaluation technique et la vérification financière des offres, sera déclaré retenu le bureau d'étude ayant obtenu un score technique minimum égal à 70 points et à proposé l'offre financière la moins disante.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à l'appel d'offres s'il n'a pas obtenu de propositions qui lui paraissent acceptables. Dans ce cas l'appel d'offres sera déclaré infructueux et le maître d'ouvrage en avisera tous les soumissionnaires sans aucun d'eux puisse prétendre à qu'elle indemnité que ce soit.

ARTICLE 1.17– ATTRIBUTION DU MARCHE

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant obtenu un score technique minimum égal à 70 points/100 et à proposé l'offre financière la moins disante.

Un soumissionnaire, dont l'offre n'est pas retenue, ne peut contester pour quelque motif que ce soit, le bienfondé de la préférence donnée aux propositions d'un concurrent, ni être indemnisé de ce fait.

L'Acheteur Public se réserve aussi le droit de ne pas donner suite à l'Appel d'Offres, si elle n'a pas obtenu de propositions qui lui paraissent acceptables. Dans ce cas, l'appel d'Offres sera déclaré infructueux et l'Administration en avisera tous les candidats, sans qu'aucun d'eux ne puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit.

ARTICLE 1.18– OFFRES VARIANTES

Aucune offre variante n'est acceptée

ARTICLE 1.19– CONFORMITE DES OFFRES

Toute offre qui n'est pas conforme pour l'essentiel aux conditions et spécifications du dossier d'appel d'offres, soit qu'elle présente avec celles-ci des différences considérables, soit qu'elle comprenne des réserves non levées, est rejetée.

Il sera procédé au rejet automatique des offres dans les cas de :

- La non remise de la soumission ou du bordereau des prix ou du détail estimatif.
- Toute offre parvenue après l'heure et la date limite fixées pour la réception des offres.

ARTICLE 1.20 – ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES

L'appel d'offres pourra être annulé par le Maître d'ouvrage qui en informera tous les soumissionnaires sans obligations de présenter les motifs de sa décision et sans dédommagements quelconques.

ARTICLE 1.21: NOTIFICATION – SIGNATURE ET ENREGISTREMENT DU MARCHE

L'Acheteur Public doit obligatoirement afficher les résultats de la mise en concurrence et le nom du titulaire du marché dans un tableau d'affichage destiné au public et sur le site web des marchés publics relevant de la haute instance de la commande publique et éventuellement sur le site web propre de l'Acheteur Public.

Le marché doit être conclu et notifié au titulaire avant tout commencement de l'exécution. La notification consiste en l'envoi du marché signé par l'acheteur public au titulaire par tout moyen matériel ou immatériel permettant de lui conférer une date certaine.

Le marché ne peut être signé qu'après l'expiration d'un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de publication de l'avis d'attribution.

Le titulaire du marché est tenu d'enregistrer le marché et de présenter un cautionnement définitif dans un délai maximum de vingt (20) jours à partir de la notification. Le non-respect de ce délai pourra entraîner l'annulation de l'attribution du marché.

Les droits d'enregistrement sont à la charge du Bureau d'Études conformément à la législation en vigueur. Les pièces à enregistrer sont le contrat du marché, le CCAP, le TDR, l'offre financière et toute pièce de l'offre technique jugée en relation directe avec la réalisation de l'étude.

LU ET ACCEPTE LE SOUMISSIONNAIRE

TITRE II : CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

PARTIES CONTRACTANTES

Entre les soussignés :

L'Office de Développement Sylvo-Pastoral du Nord Ouest, sis à route de Tunis – Km 01 - Béja, désigné Maître d'ouvrage ou ODESYANO ci-dessous et dans les documents d'appel d'offres, représenté par son Directeur Général d'une part ;

Et

Le Bureau d'Etudes ou le Groupement représenté par.....domicilié à..... d'autre part.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 2.1 – OBJET DU MARCHE

L'élaboration d'une étude de faisabilité d'un programme de développement durable et inclusif dans les zones montagneuses du nord ouest de la Tunisie dans le contexte de ses nouvelles orientations stratégiques futures et ce conformément aux termes de références techniques ci-joints.

ARTICLE 2.2- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

La liste ci-après énumère les pièces contractuelles constituant le marché :

- 1- la soumission
- 2- les termes de références (TDR)
- 3- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- 4- le détail estimatif
- 5- la liste de l'équipe intervenante

ARTICLE 2.3 – NOTIFICATION DE L'ATTRIBUTION

L'ODESYANO doit informer le soumissionnaire retenu de l'acceptation de son offre et l'invite à conclure le marché avant que la période de validité des offres ne soit expirée.

La notification à l'intéressé pourra être faite par fax, ou télégramme confirmé par écrit en courrier recommandé.

ARTICLE 2.4 – CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le soumissionnaire retenu devra présenter une caution bancaire égale à 3 % du montant du marché et ceci dans un délai de 20 jours à compter de la notification du marché. Cette caution ne sera libérée qu'après la réception des rapports définitifs des différentes phases de l'étude et sur la demande du titulaire.

ARTICLE 2.5 - DELAI D'EXECUTION

A compter de la date de notification par ordre de service pour le démarrage de l'étude, la durée de l'étude est fixée à **4 mois**. Ce délai n'inclut pas le temps accordé à l'ODESYANO pour formuler ses commentaires sur les rapports provisoires.

Un délai maximum d'une semaine sera accordé au bureau d'étude pour répondre au commentaire du comité de pilotage relatif à chaque rapport provisoire.

ARTICLE 2.6 – MONTANT DU MARCHE

Le montant total du marché est fixé à la somme de _____ Toutes Taxes
Comprises et détaillé comme suit :

Montant hors taxes : _____ Dinars Tunisiens.

Montant des taxes : _____ Dinars Tunisiens.

ARTICLE 2.7 – MODALITES DE PAIEMENT DU MARCHE

Le Maître d'ouvrage paiera le montant du marché en Dinar Tunisien sur le budget de l'Etat titre II.

Les paiements seront effectués sur présentation de factures selon les modalités ci-après :

- 60 % du montant du marché à l'achèvement de la première phase de l'étude (rapport définitif accepté) ;
- 40 % du montant du marché à l'achèvement de la deuxième phase de l'étude (rapport définitif et rapport de synthèse acceptés).

Les paiements dus au titre du marché sont soumis à la retenue à la source au titre de la TVA et de l'impôt sur le revenu conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 2.8- AVANCE

À la demande écrite du Bureau d'Études, une avance de 10% (dix pour cent) du montant total du marché, lui est consentie à la remise du marché enregistré, d'un cautionnement définitif et d'une caution d'avance.

L'octroi de l'avance est conditionné par la présentation d'une caution bancaire de même montant provenant d'une banque de premier ordre, laquelle caution ne portera pas mention d'une date d'échéance à terme. La main levée de la caution sera donnée par l'ODESYANO après le remboursement intégral de l'avance. Le remboursement de l'avance visée ci-dessus est effectué par retenues opérées sur les factures des prestations de l'étude.

ARTICLE 2.9 – PENALITES DE RETARD

En cas où le titulaire du marché ne réalisera pas l'étude dans les délais fixés par les termes de références, il sera appliqué sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à un millième (1/1000) du montant total du marché par jour calendaire de retard.

Le montant des pénalités est plafonné à 5 % du montant du marché. Une fois ce maximum atteint, l'ODESYANO pourra envisager la résiliation du marché.

ARTICLE 2.10 – FORCES MAJEURES

Le titulaire du marché ne sera pas exposé ni à la saisie de son cautionnement définitif, ni à des pénalités, ni à la résiliation pour non exécution, en cas de forces majeures.

Aux fins de la présente clause, le terme « force majeure » désigne tout événement échappant au contrôle du titulaire du marché et qui n'est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence (mais pas forcément irrésistible ou imprévisible).

De tels événements peuvent inclure, sans que cette liste soit limitative, les incendies, les inondations, les épidémies, etc....

Tous les cas de forces majeures doivent être signalés par écrit au Maître d'ouvrage dans un délai maximum de 15 jours. Passé ce délai, la réclamation du titulaire n'est pas admise.

ARTICLE 2.11- ORDRES DE SERVICE NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS

Les ordres de services portent sur tout ce qui concerne l'exécution du marché ainsi que sur les contestations qui peuvent en résulter. Ils sont obligatoirement écrits et signés par la l'ODESYPARANO ainsi que datés, numérotés et enregistrés.

Tout changement dans les dispositions initialement prévues au marché devra faire l'objet d'un ordre de service.

Le Bureau d'études doit se conformer strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés.

Lorsqu'il estime que les prescriptions d'un ordre de service dépassent les obligations de son marché, il doit, sous peine de forclusion en présenter l'observation écrite et motivée à la l'ODESYPARANO dans un délai de dix (10) jours. La réclamation ne suspend pas l'exécution de l'ordre de service à moins qu'il n'en soit ordonné autrement l'ODESYPARANO.

ARTICLE 2.12- RÉCEPTION PROVISOIRE

La réception provisoire du marché sera déclarée après accomplissement de toutes les prestations prévues par le marché, soit après approbation de toutes les phases de l'étude. Il sera établi un procès-verbal de réception provisoire qui sera signé par le Bureau d'Études et l'ODESYPARANO. Toutefois, la réception provisoire par phase peut être considérée afin d'accomplir les procédures administratives.

ARTICLE 2.13- RÉCEPTION DÉFINITIVE

La réception définitive du marché est déclarée normalement lorsque le bureau d'Études aura satisfait à toutes les conditions imposées par le marché. Il sera établi un procès-verbal de réception définitive de l'étude qui sera signé par le Bureau d'Études et l'ODESYPARANO

ARTICLE 2.14- RÈGLEMENT

Le mandatement des sommes dues au Bureau d'Études doit intervenir dans un délai maximum de trente (30) à partir du jour où le titulaire du marché a régularisé son dossier conformément à la notification qui lui en a été faite. Le Bureau est tenu de présenter à l'ODESYPARANO **ses factures en cinq (5) exemplaires dont une originale.**

ARTICLE 2.15- COMPTABLE PAYEUR

Le comptable payeur est l'agent chargé de paiement de l'ODESYPARANO

ARTICLE 2.16 – RESILIATION

1) La résiliation de plein droit intervient :

- En cas de décès du titulaire, sauf si l'autorité contractante accepte la continuation du marché par les ayants droit.
- En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire du marché.
- En cas de faillite du titulaire sauf si l'autorité contractante accepte les offres éventuellement faites par les créanciers dudit titulaire.

Lorsque la résiliation est prononcée dans les cas indiqués au présent article, aucune indemnité n'est due au titulaire ou à ses ayants droit.

2) L'acheteur public peut résilier le marché au cas où :

- Le titulaire d'un marché n'a pas rempli ses obligations. Dans ce cas, l'acheteur public le met en demeure, par lettre recommandée, d'y satisfaire dans un délai déterminé qui ne peut être inférieur à dix jours à compter de la date de notification de la mise en demeure. Passé ce délai, l'acheteur public pourra résilier purement et simplement le marché ou faire exécuter les prestations, objet de ce marché, conformément à la réglementation en vigueur aux frais du titulaire du marché.

- Il a été établi à l'occasion d'un audit et sans préjudice des éventuelles actions pénales, que le titulaire du marché a failli à l'engagement, souscrit dans le cadre de son offre, de ne pas faire par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et des étapes de son exécution.

- Il a été établi que le titulaire du marché s'est livré à des pratiques corruptives, frauduleuses, collusives ou de coercition lors de la compétition ou il s'avère que son offre n'a pas été préparée et soumise conformément aux termes et conditions prévus dans le décret n°2014-1039 du 13 mars 2014, portant réglementation des marchés publics.

ARTICLE 2.17 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément aux dispositions des termes de références techniques, la présente étude sera réalisée en deux phases. Ainsi, à la fin de la première, le maître d'ouvrage pourra décider l'arrêt des prestations sans que le titulaire du marché puisse se prévaloir de quoi que ce soit.

En cas d'arrêt non imputable à un manquement du titulaire du marché, les services effectués seront rémunérés selon le montant assorti à cette phase conformément à l'article 2.2 ci-dessus sur remise au Maître d'ouvrage du rapport définitif relatif à la phase en question. Le montant des pénalités de retard éventuelles sera déduit.

ARTICLE 2.18 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige se rapportant à l'interprétation ou à l'exécution du marché sera réglé à l'amiable entre l'ODESYANO et le titulaire du marché, ou devant le comité consultatif de règlement à l'amiable. A défaut de conciliation, le litige sera porté devant les tribunaux compétents à Béja conformément à la législation en vigueur

ARTICLE 2.19 – LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS REGISSANT LE MARCHE

Tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent marché et pour le cas qui n'y serait pas prévu, le Bureau d'Études sera soumis par ordre de préséance aux :

- Décret n°2014-1039 du 13 mars 2014, portant réglementation des marchés publics
- Décret gouvernemental n°2018-416 du 11 mai 2018, modifiant et complétant le décret n°2014-1039 du 13 mars 2014, portant réglementation des marchés publics
- Arrêté du président du gouvernement du 31 août 2018 portant l'approbation du manuel de procédures relatif à la passation des marchés publics à travers l'application « TUNEPS »
- Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics des études.

ARTICLE 2.20 – MESURES COERCITIVES

Lorsque le titulaire du marché ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le maître de l'ouvrage le met en demeure pour y satisfaire dans un délai déterminé par une décision qui lui est notifiée par écrit. Ce délai, sans cas d'urgence n'est pas inférieur à 10 jours à dater de la notification de la mise en demeure. Passé ce délai, si le titulaire n'a pas exécuté les dispositions prescrites, le maître d'ouvrage peut prononcer la résiliation du marché au tort du titulaire.

ARTICLE 2.21- RESPONSABILITÉ

Le Bureau d'Études est responsable des conséquences d'omissions ou d'erreurs commises dans l'élaboration de l'étude. Il doit contracter une assurance couvrant les dommages à verser l'ODESYANO au titre de sa responsabilité engagée en tant que bureaux des Études. Cette responsabilité prend fin avec la réception définitive du marché.

ARTICLE 2.22-ÉLECTION A DOMICILE

Les notifications seront valablement adressées au Bureau d'Études à l'adresse mentionnée sous sa soumission. Tout changement d'adresse, Téléphone, Fax du Bureau d'Études doit être communiqué par écrit à l'acheteur public avec accusé de réception.

ARTICLE 2.23 – VALIDITE DU MARCHE

Le marché à conclure ne sera valable qu'après l'approbation de monsieur le Directeur Général de l'Office de Développement Sylvo Pastoral du Nord Ouest sur avis favorable de la commission de contrôle des marchés compétente.

ARTICLE 2.24 – SIGNATURE DU MARCHE

Dans les 20 jours de la réception de la formule du marché, le soumissionnaire retenu signera et datera le marché et le renverra au maître d'ouvrage.

Passé ce délai, le maître d'ouvrage pourra envisager la résiliation du marché.

ARTICLE 2.25 – ENREGISTREMENT DU MARCHE

Les frais d'enregistrement du marché sont à la charge du titulaire du marché

LU ET ACCEPTE
LE SOUMISSIONNAIRE

**ELABORATION D'UNE ETUDE DE FAISABILITE D'UN PROGRAMME
DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET INCLUSIF DANS LES ZONES
MONTAGNEUSES DU NORD OUEST DE LA TUNISIE**

TERMES DE REFERENCE TECHNIQUES

Table des Matières

Listes des abréviations

I- Objet de l'Etude

II- Contexte de l'Etude

III- Objectif de l'Etude

IV- Résultats de l'Etude

V- Démarche méthodologique

VI- Organisation de l'étude/livrables

VII- Pilotage et Suivi de l'Etude

VIII- Délai d'Exécution

IX- Profil des consultants

X- Sous Traitance

XI- Documents à consulter

Liste des Abréviations

API : Approche Participative Intégrée
BM : Banque Mondiale
CD : Comité de développement
CLD : Conseil local de développement
CNEA : Centre National d'Etudes Agricoles
CMR : Conseil ministériel restreint
CR : Conseil régional
CRDA : Commissariat régional au développement agricole
EPNA : Etablissement public à caractère non administratif
GDAP : Groupement de développement agricole et de la pêche
GIZ : Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit.
KfW : Kreditanstalt für Wiederaufbau.
ODESYANO : Office de développement sylvo-pastoral du Nord-Ouest
ONG : Organisation non gouvernementale
PAM : Programme alimentaire mondial
PNO4 : Quatrième Projet de Développement des Zones Montagneuses et Forestières du Nord Ouest
RMP : Revue à mi-parcours du PNO4.
UE : Unité Européenne
ZMFNO : Zones montagneuses et forestières du Nord-Ouest.

I. Objet de l'étude

Suite à l'achèvement de son 4^{ème} projet de développement des zones montagneuses et forestières du nord ouest, l'Office de Développement Sylvo-Pastoral du Nord Ouest (ODESYPARNO) se propose de confier à un bureau d'études l'élaboration d'une étude de faisabilité d'un programme de développement durable et inclusif dans les zones montagneuses du nord ouest de la Tunisie dans le contexte de ses nouvelles orientations stratégiques futures.

II. Contexte de l'étude

Les zones montagneuses et forestières du nord ouest (ZMFNO) jouent un rôle stratégique important par leurs contributions à l'économie nationale, leur position géostratégique et sociopolitique. Les études réalisées au courant des années 70 ont prouvé que ces zones ont accusé un retard marqué du fait du caractère précaire de leur économie, de la fragilité de leurs ressources naturelles et des conditions particulièrement difficiles. Ceci a amené le pouvoir public, depuis 1981 à préparer et exécuter des projets de développement rural intégré ayant, globalement, pour objectif d'augmenter les revenus de la population tout en améliorant leurs conditions de vie et réduire l'érosion du sol. La mise en œuvre de ces projets, avec différents bailleurs de fonds (BM, KFW, UE, PAM, GIZ) a été confiée en grande partie à L'Office de Développement Sylvo-Pastoral du Nord Ouest (ODESYPARNO).

L'ODESYPARNO, un établissement public à caractère non administratif (EPNA) créé en 1981 par la loi n° 81-17 du Mars 1981, a été chargé spécialement du développement agro-sylvo-pastoral dans les zones montagneuses du Nord-Ouest tout en prenant considération les trois dimensions économique, environnementale et sociale.

Les mandats de l'ODESYPARNO ont évolué pour assurer un développement socio économique basé sur une planification locale participative multi sectorielle et partenariale tout en assurant une gestion durable des ressources naturelles et une amélioration des conditions de vie de la population cible, et ont fait de l'ODESYPARNO l'institution spécialisée, au niveau national, dans la promotion du développement participatif et intégré dans les zones montagneuses et forestières du Nord-Ouest. Les mandats de l'ODESYPARNO ont été adaptés depuis sa création et d'une manière périodique en fonction de l'évolution du processus de développement et le contexte général du développement régional et local. Ces adaptations se sont répercutées sur son positionnement, sur son organisation et sur ses relations avec son environnement institutionnel au niveau local et régional.

Les quatre phases d'évolution marquant le processus de développement de l'ODESYPARNO qu'il a initié et soutenu à ce jour se présentent comme suit:

- Une phase d'exécution directe des programmes (1981-1994).
- Une phase d'adoption et de pratique d'une approche participative et intégrée (API) (1995-2002).

- Une phase (2003–2010) d'adoption du concept de développement local caractérisée par la promotion du partenariat et le travail au sein des cadres de concertation.
- Une nouvelle phase (2011-2017) de renforcement du concept de développement local, caractérisée par une planification locale participative multisectorielle et partenariale, visant à créer une synergie et une complémentarité entre les intervenants et les investissements de manière à mieux répondre aux besoins des populations. Cette approche se matérialise par l'élaboration et la mise en œuvre des Plans de Développement Communautaire (PDC) fédérateur et intégrateur de l'ensemble des actions de développement (socio-économique et conditions de vie) et de gestion des ressources naturelles.

Au fil des années et en références à des travaux d'évaluation effectués, l'office a réussi à concevoir et à mettre en œuvre des programmes de développement rural intégré avec une approche participative dans des zones les plus défavorisées et isolées du pays. Selon ces évaluations les ZMFNO continuent à être défavorisées et l'assistance apportée par des actions de type projets ODESYPARO est nécessaire et doit se poursuivre.

De même ces évaluations ont montré que les interventions de l'ODESYPARO ont contribué à améliorer les mentalités et les attitudes des populations à l'égard de la production agricole et de la protection des ressources naturelles en particulier. Elles ont profondément amélioré les conditions de vie dans les zones d'intervention et créé de nouvelles conditions propices au développement.

Courant l'année 2018, l'ODESYPARO a réalisé, par le biais d'un bureau d'études, une étude stratégique sur ses orientations futures après l'achèvement du PNO4. Cette Etude a eu pour objectif de repenser, dans un contexte sociopolitique et de développement participatif soutenu par la nouvelle constitution du pays, la conception et la portée des interventions de l'ODESYPARO et de tracer ses nouvelles orientations dans une vision stratégique centrée sur la gestion durable des ressources naturelles et l'amélioration des conditions socio-économiques des populations dans les ZMNO avec une approche territoriale participative et dans une perspective de décentralisation et de bonne gouvernance.

Cette étude a révélé par ailleurs la nécessité de continuer l'œuvre de développement dans les ZMNO et a mis en exergue le positionnement de l'ODESYPARO comme étant une structure de développement spécifique pour ces zones d'interface entre les forêts et les plaines et qui se caractérisent par l'exode rural et des indicateurs de développement inférieurs aux normes nationales.

La restitution des résultats de cette étude a fait l'objet d'une réunion de travail organisée le 12 décembre 2018 au siège du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche et qui sont axés principalement sur les composantes suivantes:

1. L'ODESYPARO au service de la décentralisation et des collectivités locales.
2. L'approche territoriale est un nouvel horizon de développement des zones montagneuses du nord ouest avec l'ancrage des zones rurales et urbaines.

3. La professionnalisation et l'autonomisation des organisations locales de base.
4. La promotion de l'approche filière et des chaînes de valeurs durables dans les zones montagneuses pour une compétitivité meilleure des produits locaux et une contribution plus importante dans l'économie nationale.
5. Le renforcement de l'infrastructure de base comme mesure d'accompagnement pour faciliter la commercialisation des produits.
6. La cogestion comme moyen de valorisation et de durabilité des ressources naturelles.

C'est dans le cadre de la mise en œuvre de la recommandation issue de cette réunion de travail qui consiste à décliner les orientations en un programme de développement aux profits des zones montagneuses défavorisées du nord ouest de la Tunisie que l'ODESYANO envisage d'élaborer cette étude de faisabilité conformément aux exigences des TdRs.

III. Objectif de l'étude

L'objectif de l'étude est l'élaboration d'un dossier de faisabilité d'un programme de développement au profit des ZMNO visant à *"assurer un processus de développement global, inclusif et suffisamment dynamique qui valorise les ressources et qui améliore la compétitivité des produits de la région pour permettre à celle-ci de rattraper son retard de développement et de mieux s'intégrer dans l'économie nationale"*.

La réalisation de cette étude s'appuie sur les acquis de l'ODESYANO (méthodologiques, techniques et institutionnels) et sur les orientations futures tracées telles que décrites dans l'étude stratégique élaborée en 2018.

IV. Résultats de l'étude de faisabilité

Les principaux résultats de l'étude porteront sur (à titre non limitatif) :

- Détermination de la zone d'intervention,
- Caractérisation socioéconomique de la situation de référence de la zone d'intervention (arrêter la batterie d'indicateurs en collaboration avec l'équipe de l'ODESYANO) et ciblage géographique des interventions (critères et priorisation des zones d'intervention aux différents niveaux : délégation, secteurs, inter-communautaire),
- Identification et caractérisation des filières à promouvoir (à l'échelle de chaque région/gouvernorat, interrégionale et territoriale),
- Caractérisation des systèmes de production à promouvoir selon les acquis antérieurs de l'Office.
- Identification et quantification participative du programme de développement (10 à 15 ans) et en déduire une phase d'investissement de 5 ans à mettre en œuvre par l'ODESYANO (sous forme de programme par gouvernorat et par pôle de développement (ancrage avec le développement régional et territorial) :

description des principales actions, leurs importances, les groupes cibles et les coûts correspondants,

- Adaptation de l'approche d'intervention et son ancrage dans le nouveau dispositif institutionnel et socio-institutionnel en charge du développement local et territorial (perspective de la décentralisation et de la mise en place des cadres de concertation, etc.),
- Estimation des bénéfices, résultats et impacts attendus du programme proposé à travers un plan détaillé qui spécifie les indicateurs pour les objectifs et les résultats du programme ainsi qu'une matrice de cadre logique pour le suivi des indicateurs au cours de l'exécution et l'évaluation du programme,
- Elaboration d'un plan détaillé qui spécifie les composantes et les activités, les ressources nécessaires, le calendrier de mise en œuvre du programme et une estimation des coûts
- Evaluation de la pertinence du programme proposé, pour permettre d'atteindre l'objectif prévu,
- Analyse détaillée de la faisabilité technique, économique, financière, institutionnelle et environnementale du programme proposé,
- Analyse détaillée de la durabilité potentielle des résultats du programme,
- Identification et analyse des possibilités de partenariats pouvant soutenir le processus de développement et l'approche inclusive qui sera adopté pour sa mise en œuvre.

V. Démarche Méthodologique

5.1. Méthodologie de préparation du programme

Dans une première étape, le bureau d'études aura à spécifier la délimitation de la zone du programme futur en se basant sur les orientations stratégiques en la matière et suite aux discussions à mener avec l'ODESYPARO, les organismes de développement intervenants dans les ZMNO, les autorités régionales et locales ainsi que les prospections de terrain et les supports de collectes d'information (enquêtes socioéconomiques ...).

La délimitation de la zone prend en considération la cartographie des projets et programmes de développement en cours d'étude, programmés et au stade d'exécution et dont l'achèvement est prévu courant la période de mise en œuvre du futur programme de l'ODESYPARO (PGIP, PDAI, PDI, FCGBV, PGRNII, JBIC....).

Dans une deuxième étape, l'étude sera menée suivant un processus de diagnostic participatif avec les groupes cibles, les partenaires potentiels (directions régionales des autres ministères, les CRDAs, les CRs, les institutions de financements, l'ODNO, ONGs, ADL, GDAP, SMSA, les collectivités locales ...) afin de présenter un programme de développement réaliste et pratique. Sur la base de ce programme, le bureau d'études décrira le nouveau montage institutionnel à adopter pour le programme futur, les modalités et les mécanismes de collaboration de l'ODESYPARO avec l'environnement institutionnel pour la mise en œuvre du programme.

A cet effet, les éléments méthodologiques, qui seront présentés sous formes d'un plan d'action, des outils (enquêtes, contacts...), des produits délivrables validés par le comité de pilotage de l'étude, sont à prendre en considération dans la démarche à suivre :

- Capitaliser et analyser les études antérieures et disponibles en vue de dégager les informations supplémentaires à collecter,
- Entreprendre un diagnostic et des discussions impliquant la population cible, les partenaires concernés au niveau local, régional que national permettant de spécifier la problématique générale de la zone d'intervention, les mesures de développement, les objectifs institutionnels ainsi que l'organisation du futur programme.

Cette démarche participative aboutirait à une quantification justifiée permettant de dégager les investissements par type de zones (consolidation ou extension) en se basant sur la classification et les composantes du programmes de développement indiquée dans l'étude des orientations stratégiques de l'ODESYPANO réalisée en 2018.

5.2. Principaux aspects à étudier dans le cadre du Programme futur (à titre indicatif et non limitatif)

- Le développement de l'agriculture de montagne et la valorisation des chaînes de valeurs comme outils d'insertion dans l'économie régionale : L'Office a favorisé, tout au long de ses différents projets, l'émergence d'une agriculture de montagne diversifiée et plus résiliente que l'occupation traditionnelle de l'espace. Cette agriculture devrait être consolidée par ce qui suit :

- Formulation d'actions spécifiques pour chaque type de système de production. Il s'agit de renforcer l'émergence de cette nouvelle forme d'agriculture de montagne en mettant en avant les spécificités territoriales de ces zones et une meilleure valorisation des spécificités des produits des différents terroirs de la région.
- Identification des filières et des chaînes de valeurs à travers la mise en place de plateformes multi acteurs et de clusters,
- Identification des créneaux porteurs à développer et la différenciation des produits de chaque territoire en spécifiant l'apport de l'ODESYPANO à ce sujet.
- la promotion d'Activités Génératrices de Revenus, en support au développement des chaînes de valeurs, au profit des groupes vulnérables dans le programme futur et en cohérence avec les systèmes de production promus.
- Identification des mécanismes d'appui à l'inclusion sociale et à la promotion de l'emploi des femmes et des jeunes diplômés.
- Formulation d'un sous-programme spécifique en vue d'une professionnalisation et l'autonomisation des organisations locales de base. Il s'agit de renforcer les capacités de ces organisations pour les rendre plus fortes et plus efficaces, capables de rendre un service de qualité à leurs adhérents et de valoriser les produits de leur terroir et de capter la valeur ajoutée sur place. Ceci exige du bureau d'études de formuler tout un programme de formation,

d'accompagnement et d'appui à ces organisations qui ciblera notamment les aspects organisationnels, de gestion, de technique de production, de valorisation de la production et de commercialisation des produits, etc. Ces Organisations Locales de Base (OLB) sont des structures encore fragiles. Elles ne peuvent pas, pour l'heure actuelle, s'acquitter, convenablement, de la mission de conduite de l'auto développement. Ces structures demandent encore un accompagnement de proximité soutenu. Ceci exige du bureau d'études de formuler tout une composante dédiée à la formation, l'accompagnement et l'appui à ces organisations qui ciblera notamment les aspects organisationnels, de gestion, de technique de production, de valorisation de la production et de commercialisation des produits, d'élaboration de plan d'affaires, etc.

Les activités phares futures contribuant à la mise en œuvre de cet aspect intéresseront à titre non limitatif : (i) l'animation rurale et appui aux Organisations Locales de Base, (ii) le conseil agricole et de gestion des exploitations agricoles, (iii) des mesures de différenciation des produits de terroirs (création de labels: IGP,AOC, biologique...), (iv) l'appui au développement de l'élevage et des cultures fourragères, (V) l'aménagement des petits périmètres irrigués de montagne etc...

- Le renforcement de l'infrastructure socio-économique et protection de l'environnement

- L'amélioration de l'accès à l'infrastructure rurale de base: Les zones montagneuses du nord-ouest sont caractérisées par une grande dispersion de l'habitat et un isolement prononcé de ses populations. C'est pourquoi la composante infrastructure rurale (pistes rurales et approvisionnement en eau potable) a constitué dès le départ pour l'ODESYANO un axe principal d'intervention et une parmi les composantes de développement les plus importantes de ses projets. Malgré les progrès réalisés grâce à l'intervention de l'Office, les besoins en infrastructure restent patents. Le bureau d'études est appelé à formuler un programme de renforcement futur des infrastructures de base et notamment en ce qui concerne le désenclavement des communautés donnera la priorité aux pistes (y compris le bitumage) favorisant l'approvisionnement et la commercialisation des produits de terroirs. Egalement, le projet donnera son appui à l'aménagement des points d'eau (sources, AEP, petites retenues collinaires, réseau de petites irrigation de montagne...) et à la promotion d'infrastructures de production en relation avec le développement des filières et de CV (unités de stockage, transformation, de conditionnement, de commercialisation communautaire etc.).

Pour les populations nécessiteuses, le programme futur devrait accorder une attention particulière aux activités à caractères sociales et solidaires.

- La Protection de l'environnement : Cette sous composante sera mis en œuvre à travers les principales actions suivantes :
 - (i). *Mesures de Conservation des Eaux et du Sol (CES) :* L'ODESYANO poursuivra ses interventions en faveur de la gestion des ressources naturelles dans son périmètre d'action avec le renforcement de ses programmes de plantations, de promotion de l'agroforesterie, d'aménagement des prairies permanentes et des parcours et surtout de CES. De même, le programme futur appuiera des opérations de remembrement des terres en sec considérées comme

des bonnes pratiques de l'ODESYANO. En effet, les zones d'intervention de l'ODESYANO sont soumises à différentes formes d'érosion (près des 2/3 sont soumis à une forte érosion) et que les techniques de CES adaptées et développées (techniques douces, agroforesterie) méritent d'être renforcées et diffusées à grande échelle. L'intégration des travaux de CES dans les systèmes de production de petites exploitations agricoles est un créneau à renforcer dans les programmes futurs de l'ODESYANO. Par ailleurs, les programmes futurs de l'ODESYANO devraient favoriser des mécanismes innovants de cogestion des ressources naturelles en vue d'assurer leur durabilité et leur contribution dans l'économie locale et régionale.

(ii) *Mesures d'adaptation aux effets du changement climatique* : La région NO est un des principaux réservoirs de biodiversité du pays dont la perte risque d'hypothéquer les possibilités de développement pour les générations futures. Dans cette activité il est attendu de lancer des études spécifiques pour concevoir et mettre en œuvre des mesures concrètes d'adaptation identifiées à travers les plans d'adaptation communautaires dans le but de combattre les effets des changements climatiques dans la région du NO de la Tunisie

- ***Les mesures d'appui et de renforcement institutionnels*** : Planification, mise en œuvre, suivi et évaluation, trois niveaux d'intervention vers lesquels devra évoluer l'ODESYANO. Cette évolution dans la mission nécessite tout naturellement une évolution institutionnelle conséquente, permettant l'atteinte de ces nouveaux objectifs stratégiques. Cette évolution institutionnelle devra comprendre l'organisation, les méthodes et les moyens et nécessite entre autre un plan de formation du personnel en adéquation avec les nouvelles orientations stratégiques, des financements pour l'appui aux communes dans le cadre de la nouvelle décentralisation (opérations pilotes pour l'élaboration des Plans de développement communaux, échange d'expériences nationales et internationales avant et au cours de la mise en œuvre du projet), une assistance technique pour l'amélioration du système d'information de l'ODESYANO et appui à l'adaptation aux changements climatiques et un renforcement en équipements (moyens de déplacement, moyens bureautiques et informatiques).

L'étude devrait traiter les points suivants à titre non limitatif :

a- L'organisation

- Description et finalisation de l'organisation de l'ODESYANO pour la mise en œuvre et la gestion du programme futur et ajustements nécessaires à l'ODESYANO en liaison avec ses nouvelles fonctions.
- Précision des adaptations éventuelles de l'organisation de l'ODESYANO, de son mode opératoire et de renforcement des capacités de l'ensemble de son personnel afin de conforter son positionnement institutionnel en tant qu'institution spécialisée dans la conception, l'accompagnement et la promotion d'un développement participatif inclusif multisectoriel et partenarial.
- Cartographie des projets et programmes opérant ou prévus dans la zone d'intervention du programme futur et précision des modalités de partenariat et de complémentarité entre ces projets et l'ODESYANO dans la mise en œuvre du programme.

- Précision des modalités d'instauration d'une dynamique et d'une synergie entre les parties prenantes favorisant la transparence et la rigueur dans la priorisation et le ciblage des interventions.
- Proposition du meilleur ancrage des PDCs/PDLs et des CPs dans le dispositif de planification et de programmation local et régional permettant aux Conseils Régionaux (CRs) , aux Conseils Locaux (CLDs) et aux Conseils Communaux de jouer pleinement leur rôle de coordination et d'arbitrage pour canaliser les actions et les financements des différents partenaires publics.

b- Méthodologie d'intervention de l'ODESYPARO

- Traiter la méthodologie de planification, en liaison avec le processus permanent de suivi évaluation et de formation. L'analyse portera sur les outils utilisés, le planning, le partage de travail entre parties prenantes et couvrira les aspects d'articulation entre l'animation rurale, la recherche développement et la vulgarisation.
- Faire une classification des zones d'intervention (typologie selon des critères de classification appropriés...) selon leur niveau de développement et finaliser la méthode d'intervention pour chaque type de zone en se référant aux critères indiqués dans l'étude stratégique de 2018.
- Préciser les modalités permettant une adoption plus large de la pratique de l'API, une meilleure implication et participation des partenaires dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des PDCs / PDLs, favorisant une meilleure intégration des actions et une réponse plus efficace aux besoins et attentes des populations.
- Proposer les mesures de consolidation de la pratique de l'API et l'ancrage de la démarche de planification locale, matérialisée par l'adoption des PDCs / PDLs au niveau des CRs, Conseils Communaux et des CLDs pour définir les priorités et négocier les financements et ce en se référant aux expériences nationales et internationales.
- En liaison avec les mesures de consolidation de l'API, analyser l'institutionnalisation de cette approche et la progression de ce processus vers la mise en place d'un développement territorial inclusif axé sur une gestion durable des ressources naturelles et la promotion des Chaînes de Valeurs (CVA).
- Proposition de mesures d'accompagnement, visant à renforcer les capacités des divers groupes cibles et leurs organisations locales.

c- Les moyens

L'étude estimera les moyens nécessaires à mettre à la disposition de l'ODESYPARO pour mettre en œuvre le programme proposé compte tenu des résultats d'analyse de sa situation actuelle. Ces moyens concerneront les ressources humaines, les équipements nécessaires (véhicules, matériel informatique,...), les études spécifiques, l'actualisation du référentiel technico économique, etc...ainsi qu'un programme de renforcement des capacités des cadres de l'office à différents niveaux.

5-3. Détails spécifiques du programme

Chacune des composantes à étudier fera l'objet d'un détail spécifiant:

- Les différentes sous composantes et activités quantifiées du programme,
- Finalisation et analyse de la situation de référence de la zone,
- Présentation de la pertinence du programme,
- Précision des quantités prévues par région/gouvernorat, des coûts unitaires et des coûts totaux,
- Précision des modalités de mise en œuvre et les résultats attendus et les bénéfices qu'on peut tirer (en termes d'efficacité et de rentabilité).

VI. Organisation de l'étude/Livrables

Au début de son intervention, le bureau d'études est tenu de soumettre sa méthodologie détaillée accompagnée d'un programme de travail qui définit les actions à entreprendre, les outils de collecte d'informations, les lieux et les organismes à visiter et les personnes à contacter ainsi que le chronogramme d'intervention durant toute la durée de l'étude.

Le bureau d'études devrait préparer l'étude en deux phases selon les dossiers standards de la Banque Africaine de Développement (BAD):

Première phase : Phase de diagnostic

Le bureau d'étude est tenu de présenter un rapport (global et par gouvernorat) qui inclura :

- La délimitation de la zone d'intervention du programme,
- La caractérisation de la situation de référence des zones d'intervention et leurs problématiques de développement,
- La cartographie des programmes et projet opérant dans la zone,
- La classification des zones selon leurs niveaux de développement selon les critères indiqué dans l'étude stratégique.

Deuxième phase : Dimensionnement du programme

C'est la phase de proposition du programme de développement détaillé (programme global à échelle de l'ODESYANO et par gouvernorat) et là où le bureau d'étude est demandé de présenter un rapport décrivant :

- Les composantes / activités (consistance physique et budgétaire par gouvernorat), les aspects de l'organisation de l'ODESYANO, l'esquisse du cadre logique, les bénéfices et les résultats attendus.
- Le renforcement institutionnel (matériel, ressources humaines, formation,...) de l'ODESYANO, les approches / modalités d'intervention et le partenariat, la promotion et la professionnalisation des organisations locales de base (OLBs), des CVA et des AGRs, l'évaluation environnementale et enfin la structure des tables de coûts.

- L'analyse des coûts du programme, sur la base des données détaillant les actions, les quantités annuelles, les coûts unitaires, ...
- L'analyse de l'intérêt dont peuvent bénéficier les communautés des divers investissements prévus dans le cadre du programme.
- La présentation des outils pour évaluer l'importance des bénéfices au niveau de la collectivité nationale sur la base de critères : taux de rentabilité interne et valeur nette actuelle, et vérifier que la rentabilité minimum exigée pour l'utilisation de fonds publics est bien atteinte,
- Cerner les bénéfices/résultats /impacts attendus du programme futur de l'ODESYPARO dans les ZMNO et à l'échelle nationale (Production agricole et sécurité alimentaire, protection des ressources naturelles, Autogestion, ...).
- L'établissement des coûts du programme, l'analyse financière et l'analyse économique.
- La proposition d'une phase d'investissement (projet) à réaliser par l'ODESYPARO ventilée par gouvernorat.

A la fin de chaque phase, le bureau d'études est tenu de remettre un rapport provisoire en 10 exemplaires plus (+) une copie électronique sur CDROM ou « clé USB » en format Windows/Word-Excel. Le passage de la phase 1 à la phase 2 est tributaire de la validation par le comité de pilotage du rapport de la phase1.

De même, le rapport définitif doit être remis à l'ODESYPARO en 10 exemplaires avec une copie électronique et une synthèse du rapport de l'étude en arabe et en français.

VII. Pilotage et suivi de l'étude

L'ODESYPARO, responsable de l'étude, désignera un comité interministériel de pilotage et de suivi de l'étude et mettra à la disposition de l'équipe intervenante les moyens nécessaires à la bonne marche de l'étude. Au sein de l'ODESYPARO, des groupes de personnes ressources par thème seront constitués pour apporter appui à l'équipe intervenante en terme d'organisation du travail et des visites de terrain, d'introduction de l'équipe et de toute sorte de logistique facilitant la réalisation de l'étude.

VIII. Délai d'exécution

A compter de la date de notification par ordre de service pour le démarrage de l'étude, la durée de l'étude est fixée à **4 mois**. Ce délai n'inclut pas le temps accordé à l'ODESYPARO pour formuler ses commentaires sur les rapports provisoires.

IX Profil des consultants

Pour la réalisation de l'étude d'identification / préparation du programme de développement Object de cette étude, il est souhaité l'intervention des consultants spécialisés dans les domaines suivants :

- Un agro-économiste, aura la charge de chef d'équipe, ayant une large expérience dans la conception, le montage, le suivi et l'évaluation des programmes de développement rural participatif et partenarial;
- Un spécialiste en promotion de chaînes de valeur et d'appui aux organisations de base et d'activité génératrices de revenus;
- Un spécialiste en développement participatif territorial expérimentée en approche participative et en partenariat, en inclusion sociale et intégration genre ;
- Un spécialiste dans le domaine de protection / gestion des ressources naturelles et l'aménagement ;
- Un spécialiste dans le domaine d'évaluation environnementale et d'adaptation aux changements climatiques.
- *Le chef de mission doit être appuyé par :*
 - Un spécialiste dans le domaine d'analyse et de développement des systèmes de production agricole, ayant une expérience dans le domaine de l'agriculture de montagne, l'agriculture de conservation, la valorisation des produits de terroirs et la promotion de la petite agriculture à caractère économique à caractère familial et social d'une manière générale ;
 - Un spécialiste dans le domaine d'aménagement rural et de conception, de suivi et d'évaluation des projets d'infrastructure socio-économique ;
 - Un spécialiste en GIS pour la délimitation géographique des zones d'interventions et des chaînes de valeurs à développer ...

X. Sous traitance

Le bureau d'études doit assurer personnellement l'exécution de l'étude, il ne peut n'en faire apport à une société d'études ni confier l'exécution totale ou partielle à un ou plusieurs sous – traitants sans autorisation préalable écrite de l'ODESYANO.

XI. Documents à consulter

Pour faciliter la réalisation de l'étude, l'ODESYANO mettra à la disposition du bureau d'études un ensemble de documents à l'échelle centrale, notamment :

- Etude sur les orientations stratégiques de l'ODESYANO année 2018.
- Rapport d'achèvement du PNO4.
- Etudes thématiques de la revue à mi parcours du PNO4.
- Requête de financement pour un projet de développement territorial multidimensionnel et inclusif dans les zones de montagne du Nord ouest de la Tunisie .

ANNEXES

ANNEXE N°1
FICHE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT
LE SOUMISSIONNAIRE

Objet : Appel d'offres N°04/2019 pour l'élaboration d'une étude de faisabilité d'un programme de développement durable et inclusif dans les zones montagneuses du nord ouest de la Tunisie

Nom et prénom du soumissionnaire.....

* Adresse (avec précision)

- Avenue /
rue.....
- N°.....
.....
- Délégation.....
.....
- Code
postal.....
.....

* N°de téléphone

- Fixe.....
- Portable.....
- N°de fax.....

* Matricule

fiscale.....

* N°d'affiliation au régime de sécurité

sociale.....

Fait le,.....

LE SOUMISSIONNAIRE

cachet et signature

ANNEXE N°2

MODELE TABLEAU SYNTHESE **EQUIPE INTERVENANTE**

Objet : A.O N°04/2019 Elaboration d'une étude de faisabilité d'un programme de développement durable et inclusif dans les zones montagneuses du nord ouest de la Tunisie

Qualification	Nom et Prénom	Diplômes obtenus	Les expériences en mission similaires	Observations
Un Agroéconomiste, chef d'équipe				A joindre obligatoirement pour chaque membre de l'équipe un C.V détaillé et une copie du diplôme
Un spécialiste en promotion de chaînes de valeur et d'appui aux organisations de base et d'activités génératrices de revenus				
Spécialiste en développement participatif et territorial				
Un spécialiste dans le domaine de protection / gestion des ressources naturelles et l'aménagement				
Un spécialiste dans le domaine d'évaluation environnementale et d'adaptation aux changements climatiques				

Fait le.....
Le soumissionnaire
Cachet et Signature

ANNEXE N°3

Appel d'offres N°04/2019 pour l'élaboration d'une étude de faisabilité d'un programme de développement durable et inclusif dans les zones montagneuses du nord ouest de la Tunisie

MODELE BORDEREAU DES PRIX

En Dinars Tunisien	
phases	Prix total par phase en toute lettre (TTC)
1 ^{ère} phase de l'étude	
2 ^{ème} phase de l'étude	
TOTAL	

Fait à....., le.....

Le soumissionnaire
(Nom et Prénom, Qualité, Signature)

.....

ANNEXE N°4

Appel d'offres N°04/2019 pour l'élaboration d'une étude de faisabilité d'un programme de développement durable et inclusif dans les zones montagneuses du nord ouest de la Tunisie

MODELE DEVIS ESTIMATIF

En Dinars Tunisien			
Phases	Prix unitaires TTC	Quantité	Total TTC
1 ^{ère} phase de l'étude			
-.....			
-.....			
-.....			
-.....			
-.....			
-.....			
-.....			
-.....			
-.....			
-.....			
-.....			
2 ^{ème} phase de l'étude			
-.....			
-.....			
-.....			
-.....			
-.....			
-.....			
-.....			
TOTAL			

- Pour chaque phase à établir les différentes composantes du prix (honoraires, enquêtes, interviews, rencontres, autres investigations, déplacement et hébergement, frais d'éditions,...)

Le présent devis estimatif est arrêté à la somme de :

- En chiffres :.....DT dont TVA :.....
- En toutes lettres :.....DT dont TVA :.....

Fait à.....,le.....
Le soumissionnaire
(Nom et Prénom, Qualité, Signature)

ANNEXE N°5

Modèle d'engagement d'une caution personnelle et solidaire (à produire au titre de l'avance)

Je soussigné -nous soussignés (1)agissant en qualité de(2)
1) Certifie — Certifions que (3) a été agréé par le ministre chargé des finances en application de l'article 113 du décret n° 2014-1039 du 13 mars 2014, portant réglementation des marchés publics, que cet agrément n'a pas été révoqué, que (3)
.....
a constitué entre les mains du trésorier général de Tunisie suivant récépissé n°..... en date du..... le cautionnement fixe de cinq mille dinars (5.000 dinars) prévu par l'article 113 du décret susvisé et que ce cautionnement n'a pas été restitué.
2) Déclare me- déclarons nous, porter caution personnelle et solidaire, (4) domicilié à (5)
Au titre de l'avance à laquelle ce dernier est assujéti en qualité de titulaire du marché n°..... passé avec (6) en date du..... enregistré à la recette des finances (7) relatif à(8).....
Le montant de l'avance, s'élève à Dinars (en toutes lettres), et à.....Dinars (en chiffres).
3) M'engage- nous nous engageons solidairement, à effectuer le versement du montant de l'avance garanti susvisé et dont le titulaire du marché serait débiteur au titre du marché susvisé, et ce, à la première demande écrite de l'acheteur public sans que j'ai (nous ayons) la possibilité de différer le paiement ou soulever de contestation, pour quelque motif que ce soit et sans une mise en demeure ou une quelconque démarche administrative ou judiciaire préalable.
La caution personnelle et solidaire au titre de l'avance est libérée dès restitution totale de l'avance par l'acheteur public conformément à l'article (précisé par l'acheteur public) des cahiers des clauses administratives particulières.

Fait à,le

(1) Nom(s) et prénom (s) du (des) signataire (s).

(2) Raison sociale et adresse de l'établissement garant.

(3) Raison sociale de l'établissement garant

(4) Nom du titulaire du marché.

(5) Adresse du titulaire du marché.

(6) Acheteur public.

(7) Indication des références d'enregistrement auprès de la recette des finances. (8) Objet du marché.

ANNEXE N°6

Modèle d'engagement d'une caution personnelle et solidaire à produire Au lieu et place du cautionnement définitif

Je soussigné-nous soussignés(1).....agissant en qualité de.....(2).....

1) Certifie-certifions que (3).....a été agréé par le ministre chargé des finances en application de l'article 113 du décret n°2014-1039 du 13 mars 2014, portant réglementation des marchés publics, que cet agrément n'a pas été révoqué, que (3).....

2) Déclare me- déclarons nous, porter caution personnelle et solidaire (4).....
domicilié à (5).....

Au titre du montant du cautionnement définitif auquel ce dernier est assujéti en qualité de titulaire du marché n°.....passé avec (6)..... en date du enregistré à la recette des finances (7)..... relatif à (8).....

Le montant du cautionnement définitif, s'élève à% du montant du marché, ce qui correspond àDinars (en toutes lettres), et ceDinars (en chiffres).

3) M'engage- nous nous engageons solidairement à effectuer le versement du montant garanti susvisées et dont le titulaire du marché serait débiteur au titre du marché, susvisé, et ce, à la première demande écrite de l'acheteur public sans que j'ai (nous ayons) la possibilité de différer le paiement ou soulever de contestation pour quelque motif que ce soit et sans une mise en demeure ou une quelconque démarche administrative ou judiciaire préalable.

4) En application des dispositions de l'article 108 du décret n°2014-1039 susvisé, la caution qui remplace le cautionnement définitif devient caduque à condition que le titulaire du marché se soit acquitté de toutes ses obligations, et ce, à l'expiration du délai de quatre mois à compter de la date de réception de la commande selon les dispositions du marchés.

Si le titulaire du marché a été avisé par l'acheteur public, avant l'expiration du délai susvisé, par lettre motivée et recommandée ou par tout autre moyen ayant date certaine, qu'il n'a pas honoré tous ses engagements, il est fait opposition à l'expiration de la caution. Dans ce cas, la caution ne devient caduque que par main levée délivrée par l'acheteur public.

Fait à.....,le.....

-
- (1) Nom(s) et prénom(s) du (des) signataire(s).**
 - (2) Raison sociale et adresse de l'établissement garant.**
 - (3) Raison sociale de l'établissement garant.**
 - (4) Nom du titulaire du marché.**
 - (5) Adresse du titulaire du marché.**
 - (6) Acheteur public.**
 - (7) Indication des références d'enregistrement auprès de la recette des finances.**
 - (8) Objet du marché.**